



## Bulletin Veille Europe n°107 Mars 2021

### Sommaire

<b>Institutions de l'UE.....</b>	<b>3</b>
Conseil de l'UE / Prorogation du mandat de l'opération IRINI jusqu'en 2023 .....	3
Parlement européen / Réunion du groupe de travail de contrôle de Frontex .....	3
Parlement européen / Débat sur la situation aux îles Canaries.....	3
Commission européenne / Partenariat avec le Comité des régions pour soutenir l'intégration des migrants .....	4
Commission européenne / Première réunion du groupe de contact européen sur la recherche et le sauvetage.....	4
Commission européenne / Soutien apporté aux îles grecques.....	5
Commission européenne / Réseau européen sur l'intégration sur le rôle et les conditions de travail des travailleurs migrants.....	5
Centre de recherche du Parlement européen / Publication de notes d'analyse .....	5
Réseau européen sur la migration / Les mineurs dans le contexte migratoire .....	6
<b>Agences et organes de l'UE .....</b>	<b>6</b>
EASO / Soutien opérationnel de l'EASO en Espagne .....	6
EASO / Les demandes répétées représentent une demande d'asile sur quatre dans l'UE + en janvier.....	7
EASO / L'EASO et la Grèce multiplient les activités de formation conjointes pour les fonctionnaires chargés de l'asile .....	7
EASO / Renforcement du soutien aux autorités d'accueil de l'UE.....	7
FRA / Garantir les droits fondamentaux dans le cadre de l'accueil aux frontières extérieures ..	8
Frontex / Résultats du groupe de travail sur les droits fondamentaux .....	8
Frontex / Renforcement de la coopération sur les fonctions de garde côtière.....	9
Eurostat / Les demandeurs d'asile en baisse d'un tiers en 2020 .....	9
<b>Institutions européennes.....</b>	<b>9</b>
Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe / Rapport « Un appel de détresse pour les droits de l'homme. Des migrants de moins en moins protégés en Méditerranée » .....	9
Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe / Demande d'enquête sur les allégations de refoulements et de mauvais traitements de migrants .....	10
Conseil de l'Europe / Réactions au retrait annoncé par la Turquie de la Convention d'Istanbul .....	10
Représentant spécial sur les migrations et les réfugiés du Conseil de l'Europe / Visite du Représentant spécial sur les migrations et les réfugiés.....	11
Conseil de l'Europe – Comité contre la torture / Demande à Malte d'améliorer le traitement des migrants en rétention.....	11
Conseil de l'Europe / La Convention d'Istanbul fête ses 10 ans .....	11
OSCE / Examen des risques de traite auxquels sont confrontés les demandeurs d'asile et les migrants transitant par la Bosnie Herzégovine. ....	12
<b>Organisations des Nations unies.....</b>	<b>12</b>



HCR / Augmentation des inégalités pour les femmes et les jeunes filles réfugiées à cause de la pandémie de COVID-19.....	12
HCR / L'Agence dénonce les toutes dernières mesures entravant l'accès aux procédures d'asile en Hongrie.....	12
HCR / Note sur l'égalité de genre, les lois relatives à la nationalité et l'apatridie.....	13
HCR / La Serbie vaccine les réfugiés contre le COVID-19 .....	13
HCR / Nouvelle plateforme sur les déplacements internes .....	13
OIM / Lancement du module de formation en ligne sur l'égalité des sexes et la migration .....	13
OIM – HCR / nouvelle tragédie en Méditerranée rappelle la nécessité de mettre en place des opérations de recherche et de sauvetage en mer .....	14
Experts des Nations unies / Des experts appellent à inclure les migrants dans l'accès équitable aux vaccins .....	14
<b>Organisations de la société civile.....</b>	<b>14</b>
Mixed Migration Center / Rapport sur l'impact du COVID-19 sur les réfugiés et les migrants en mouvement en Afrique du Nord et de l'Ouest.....	14
Mixed Migration Center / Covid-19 : un multiplicateur de menaces pour les personnes en déplacement .....	15
Mixed Migration Center / Migration au Sahel : remettre les droits de l'homme, la coopération et la solidarité au centre.....	15
ECRE / Publication de notes et d'analyse sur le politique européenne migratoire extérieures et le financement européen .....	15
ECRE / Note sur le nouvel accord migratoire entre l'Afghanistan et l'UE.....	16
ECRE-ELENA / Analyse légale sur l'asile et le système des traités des Nations Unies.....	16
AIDA / Mise à jour des rapports nationaux, dont la France .....	16
FTDA / Lettre de l'asile et de l'intégration sur la réinstallation en France .....	16
SHARE / Enquêtes sur l'impact du COVID-19 sur l'accueil et l'intégration des réfugiés et des migrants en UE .....	17
M8 Alliance / Une série de webinaires sur la santé des migrants et des réfugiés.....	17
GISTI / Revue Plein droit sur l'apatridie .....	17
<b>Focus nationaux .....</b>	<b>17</b>
Hongrie / La CEDH qualifie le placement dans les zones de transit à la suite des changements juridiques de 2017 de détention illégale.....	17
Irlande / Nouvelle politique d'accueil et d'hébergement des demandeurs d'asile d'ici 2024 ....	18
Danemark / Les autorités juge que l'amélioration de la situation sécuritaire à Damas permet la révocation du statut de réfugiés à 94 réfugiés .....	18

## Institutions de l'UE

### Conseil de l'UE / Prorogation du mandat de l'opération IRINI jusqu'en 2023

Le Conseil a prorogé ce jour le mandat de l'opération militaire de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) de l'UE en Méditerranée - EUNAVFOR MED IRINI - jusqu'au 31 mars 2023. La décision a été prise dans le sillage de l'examen stratégique de l'opération effectué par le Comité politique et de sécurité. Dans ce contexte, le Conseil a défini plus précisément les modalités pratiques de l'élimination des biens saisis par l'opération lors de la mise en œuvre de l'embargo des Nations unies sur les armes à l'encontre de la Libye.

À titre de tâches secondaires, EUNAVFOR MED IRINI:

- surveille également les exportations illicites, depuis la Libye, de pétrole, de pétrole brut et de produits pétroliers raffinés et recueille des informations sur celles-ci;
- contribue au développement des capacités et à la formation des garde-côtes libyens et de la marine libyenne;
- contribue au démantèlement du modèle économique des réseaux de trafic de migrants et de traite des êtres humains grâce à la collecte d'informations et à l'organisation de patrouilles aériennes.

---

#### Pour plus d'informations

Communiqué : <https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2021/03/26/council-extends-the-mandate-of-operation-irini-until-2023/>

---

### Parlement européen / Réunion du groupe de travail de contrôle de Frontex

Le groupe de travail de contrôle de Frontex du Parlement européen s'est réuni le 4 mars en présence du directeur exécutif de l'agence Fabrice Leggeri et de la commissaire Ylva Johansson. Le groupe de travail, composé de 14 membres, a été mis sur pied afin d'évaluer le fonctionnement de l'Agence européenne des frontières, suite à des révélations dans les médias sur son implication présumée dans le refoulement de demandeurs d'asile dans les eaux de la mer Égée. Des soupçons de mauvaise gestion ont mené à l'ouverture de plusieurs enquêtes, tant au niveau interne que par différents organes de l'UE, tels que l'OLAF (Office de lutte antifraude de l'UE) et le bureau de la Médiatrice.

---

#### Pour plus d'informations

Communiqué : <https://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20210303IPR99105/frontex-premiere-reunion-du-groupe-de-contrôle-avec-m-leggeri-et-mme-johansson>

---

### Parlement européen / Débat sur la situation aux îles Canaries

Les députés se sont réunis le 1<sup>er</sup> mars afin d'évaluer la situation aux îles Canaries suite à la hausse des arrivées de migrants au cours des derniers mois et à la capacité d'accueil limitée. Selon le gouvernement espagnol, 23 023 migrants et demandeurs d'asile ont débarqué de façon irrégulière sur l'archipel l'année dernière (contre 2 687 en 2019). La plupart d'entre eux sont arrivés au cours des derniers mois de 2020, laissant les centres d'accueil débordés. Conjugué aux restrictions de santé publique dues à la pandémie de COVID-19, ce phénomène a entraîné une détérioration rapide de la situation humanitaire et a provoqué quelques protestations au sein de la population locale.

---

#### Pour plus d'informations

---

---

Communiqué : <https://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20210226IPR98808/situation-migratoire-aux-iles-canaries-debat-en-commission-parlementaire>

---

## **Commission européenne / Partenariat avec le Comité des régions pour soutenir l'intégration des migrants**

La Commission et le Comité des régions ont lancé un nouveau partenariat visant à accroître la coopération et le soutien aux villes, régions et zones rurales de l'UE pour leur travail visant à aider à intégrer les nouveaux arrivants. Le partenariat fait suite au plan d'action sur l'intégration et l'inclusion 2021-2027 que la Commission a adopté en novembre dernier.

Le partenariat vise à:

- Construire un dialogue ouvert et régulier entre la Commission, le Comité des régions et les autorités locales et régionales sur l'intégration à travers des tables rondes politiques, des consultations publiques et un nouveau forum pour cartographier l'impact territorial de la migration et identifier les besoins spécifiques des populations locales et régionales les plus touchées. autorités régionales;
- Renforcer les capacités et promouvoir l' échange d'expériences pour les autorités locales et régionales sur différents aspects de l'intégration et sur le parrainage communautaire à travers des ateliers, du matériel de formation en ligne, des visites d'étude, des programmes de mentorat et d'échange;
- Améliorer les preuves et les données sur l'intégration au niveau local, par exemple en fournissant des informations sur le site Web européen sur l'intégration, en s'appuyant sur les données collectées dans le baromètre annuel local et régional de l' UE et d'autres sources.

---

### **Pour plus d'informations**

Communiqué : [https://ec.europa.eu/home-affairs/news/integration-migrants-commission-and-committee-regions-partnership-eu-support-local-action\\_en](https://ec.europa.eu/home-affairs/news/integration-migrants-commission-and-committee-regions-partnership-eu-support-local-action_en)

---

## **Commission européenne / Première réunion du groupe de contact européen sur la recherche et le sauvetage**

Dans le cadre de ses recommandations publiées en septembre 2020 sur le secours et le sauvetage des migrants en mer, la Commission s'est engagée à mettre en place un groupe de contact dédié à ces enjeux. La première réunion du groupe s'est tenue le 2 mars. Dans son discours d'ouverture, la commissaire Ylva Johansson a indiqué les différents objectifs du groupe de contact :

- Établir la coordination et la coopération entre les États membres.
- Mettre en place un cadre d'échange d'informations et d'expériences.
- Compiler un aperçu des règles et pratiques nationales en matière de recherche et de sauvetage.
- Suggérer des améliorations; comment nous pouvons mieux travailler ensemble.
- Conseiller et assister la Commission sur les étapes raisonnables vers un cadre plus commun pour la recherche et le sauvetage, du point de vue de la migration.
- Faire rapport une fois par an sur les développements dans ce domaine, y compris la coopération entre les États membres sur les opérations de sauvetage par des navires privés.

---

### **Pour plus d'informations**

---

---

Discours : [https://ec.europa.eu/commission/commissioners/2019-2024/johansson/announcements/commissioner-johanssons-speech-first-meeting-european-search-and-rescue-contact-group\\_en](https://ec.europa.eu/commission/commissioners/2019-2024/johansson/announcements/commissioner-johanssons-speech-first-meeting-european-search-and-rescue-contact-group_en)

---

## Commission européenne / Soutien apporté aux îles grecques

Suite à la visite de la Commissaire Johansson sur les îles grecques, la Commission européenne a rappelé le soutien qui était apporté à la Grèce notamment dans le cadre de la construction de trois nouveaux centres d'accueil sur les îles de Samos, Kos et Leros.

---

### Pour plus d'informations

Communiqué : [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/qanda\\_21\\_1503](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/qanda_21_1503)

Allocution de la Commissaire : [https://ec.europa.eu/commission/commissioners/2019-2024/johansson/announcements/joint-press-point-commissioner-johansson-and-mr-notis-mitarachi-minister-migration-and-asylum\\_en](https://ec.europa.eu/commission/commissioners/2019-2024/johansson/announcements/joint-press-point-commissioner-johansson-and-mr-notis-mitarachi-minister-migration-and-asylum_en)

---

## Commission européenne / Réseau européen sur l'intégration sur le rôle et les conditions de travail des travailleurs migrants

La commissaire aux affaires intérieures, Ylva Johansson, et la ministre d'État portugaise à la présidence, Mariana Vieira da Silva, ont participé à l'ouverture de la réunion virtuelle du réseau européen d'intégration. L'événement, co-organisé avec la présidence portugaise du Conseil, s'est concentré sur la manière d'aborder l'impact de la pandémie COVID-19 sur les conditions de travail des travailleurs migrants et comment les impliquer dans la reprise économique. L'événement virtuel a été également l'occasion de discuter des défis et des opportunités de la transition numérique sur le lieu de travail, ainsi que de la précarité de l'emploi, de l'exploitation et de l'impact spécifique de la pandémie sur les femmes migrantes.

Le réseau européen d'intégration rassemble des représentants des autorités publiques nationales de tous les États membres de l'UE ainsi que d'Islande et de Norvège pour échanger leurs connaissances et leur expertise dans le domaine de l'intégration.

---

### Pour plus d'informations

Communiqué : [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/mex\\_21\\_1542](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/mex_21_1542)

Réseau : <https://ec.europa.eu/migrant-integration/network/european-integration-network-2>

---

## Centre de recherche du Parlement européen / Publication de notes d'analyse

Le Centre de recherche du Parlement a publié plusieurs notes d'analyse sur :

- Les refoulements aux frontières extérieures de l'UE
- Procédure commune d'asile
- Révision de la directive Retour
- Nouvelle stratégie UE-Afrique – un partenariat pour un développement durable et inclusif
- Données sur les retours des migrants en situation irrégulière
- Code frontières Schengen
- Révision du règlement Eurodac

---

### Pour plus d'informations

---

---

Les refoulements aux frontières extérieures de l'UE :

[https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2021/689368/EPRS\\_BRI\(2021\)689368\\_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2021/689368/EPRS_BRI(2021)689368_EN.pdf)

Procédure commune d'asile :

[https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2017/595920/EPRS\\_BRI\(2017\)595920\\_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2017/595920/EPRS_BRI(2017)595920_EN.pdf)

Révision de la directive Retour :

[https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2019/637901/EPRS\\_BRI\(2019\)637901\\_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2019/637901/EPRS_BRI(2019)637901_EN.pdf)

Nouvelle stratégie UE-Afrique – un partenariat pour un développement durable et inclusif :

[https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/ATAG/2021/690516/EPRS\\_ATA\(2021\)690516\\_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/ATAG/2021/690516/EPRS_ATA(2021)690516_EN.pdf)

Données sur les retours des migrants en situation irrégulière :

[https://www.europarl.europa.eu/thinktank/fr/document.html?reference=EPRS\\_ATA\(2021\)690518](https://www.europarl.europa.eu/thinktank/fr/document.html?reference=EPRS_ATA(2021)690518)

Code frontières Schengen :

[https://www.europarl.europa.eu/thinktank/fr/document.html?reference=EPRS\\_BRI\(2021\)662622](https://www.europarl.europa.eu/thinktank/fr/document.html?reference=EPRS_BRI(2021)662622)

Révision du règlement Eurodac :

[https://www.europarl.europa.eu/thinktank/fr/document.html?reference=EPRS\\_BRI\(2016\)589808](https://www.europarl.europa.eu/thinktank/fr/document.html?reference=EPRS_BRI(2016)589808)

---

## Réseau européen sur la migration / Les mineurs dans le contexte migratoire

Le Réseau européen sur la migration publie un rapport sur la mise en œuvre de la Communication sur la protection des enfants dans le contexte migratoire publiée en 2017. Le rapport dresse un bilan des progrès accomplis par les Etats membres en matière de protection des mineurs.

---

### Pour plus d'informations

Rapport : [https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/homeaffairs/files/docs/pages/00\\_eu\\_emn\\_2019children\\_in\\_migration\\_synthesis\\_report\\_final.pdf](https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/homeaffairs/files/docs/pages/00_eu_emn_2019children_in_migration_synthesis_report_final.pdf)

Synthèse (1 page) : [https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/default/files/docs/pages/00\\_eu\\_emn\\_2019children\\_in\\_migration\\_flash\\_final.pdf](https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/default/files/docs/pages/00_eu_emn_2019children_in_migration_flash_final.pdf)

Synthèse (6 pages) : [https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/default/files/docs/pages/00\\_eu\\_emn2019\\_children\\_in\\_migration\\_inform\\_final.pdf](https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/default/files/docs/pages/00_eu_emn2019_children_in_migration_inform_final.pdf)

---

## Agences et organes de l'UE

### EASO / Soutien opérationnel de l'EASO en Espagne

Le personnel déployé par le Bureau européen d'appui en matière d'asile (EASO) a commencé à travailler pour renforcer les capacités des services d'accueil des îles Canaries. L'EASO a déployé une équipe d'experts de l'accueil aux îles Canaries afin de commencer à aider les autorités espagnoles à gérer les centres d'accueil à la lumière de l'augmentation des arrivées de migrants, y compris des demandeurs de protection internationale, au cours des derniers mois. Cela comprendra une formation et un soutien pour la gestion des camps, la conception des camps, la normalisation des flux de travail sur la vulnérabilité et la fourniture d'informations et la gestion des données.

---

### Pour plus d'informations

---

---

Communiqué : <https://www.easo.europa.eu/news-events/easo-support-spain-becomes-fully-operational>

---

## **EASO / Les demandes répétées représentent une demande d'asile sur quatre dans l'UE + en janvier**

L'analyse publiée par le Bureau européen d'appui en matière d'asile (EASO) sur les tendances en matière d'asile en janvier 2021 montre que 40 000 demandes de protection internationale ont été déposées dans l'UE +, dont près de 10 000 demandes répétées. La part des demandes répétées (24%) était la plus élevée depuis plusieurs années.

Suite au déclin des demandes d'asile des Vénézuéliens et des Colombiens en 2020, les principaux pays d'origine en janvier étaient la Syrie, l'Afghanistan, le Pakistan, l'Irak et le Nigéria. Par rapport à décembre, les demandes des Syriens ont augmenté de 27% à 10 400 (y compris les demandes répétées), et les Syriens représentaient à eux seuls un quart de toutes les demandes d'asile déposées dans l'UE +. Les Pakistanais ont toujours été la troisième nationalité la plus fréquente depuis octobre 2020, mais le Nigéria a rejoint les principaux pays d'origine pour la première fois depuis juin 2018.

Parmi les autres nationalités avec plus de 200 demandes en janvier, certains Africains subsahariens ont déposé beaucoup plus de demandes qu'en décembre: les Guinéens (+ 15%), les Maliens (+ 17%) et les Sénégalais (+ 41%). Beaucoup moins de demandes qu'en décembre ont été déposées par des Bangladais (- 19%), des Érythréens (- 18%), des Russes (- 17%), des Moldaves (- 31%), des Tunisiens (- 23%) et des Haïtiens (- 28%) .

---

### **Pour plus d'informations**

Communiqué : <https://www.easo.europa.eu/news-events/repeated-applications-account-one-four-asylum-applications-eu-january>

---

## **EASO / L'EASO et la Grèce multiplient les activités de formation conjointes pour les fonctionnaires chargés de l'asile**

Le Bureau européen d'appui en matière d'asile (EASO) a commencé à mettre en œuvre un nouveau plan de formation conjoint avec le service d'asile grec (GAS) dans le cadre du plan opérationnel 2021 de l'Agence pour la Grèce. Grâce au nouveau plan de formation, en 2021, l'EASO augmente non seulement le nombre et les domaines spécialisés de formation qu'il dispense à ses homologues grecs, mais veille également à ce que le plan soit mis en œuvre conjointement. En particulier, certaines activités visent à la fois le personnel grec et le personnel de l'EASO dans le pays, car les deux travaillent ensemble au sein du système national.

---

### **Pour plus d'informations**

Communiqué : <https://www.easo.europa.eu/news-events/easo-and-greece-increase-joint-training-activities-asylum-officials>

---

## **EASO / Renforcement du soutien aux autorités d'accueil de l'UE**

Le conseil d'administration du Bureau européen d'appui en matière d'asile (EASO) a adopté la stratégie de l'EASO en matière d'accueil. Le document répond à la demande croissante des pays de l'UE+ pour le soutien opérationnel et technique de l'EASO pour l'accueil des demandeurs d'asile. Préparée à l'issue de consultations approfondies avec les pays de l'UE+, la Commission européenne et le HCR, la stratégie d'accueil prépare le terrain pour permettre à l'EASO d'accroître encore sa capacité et son expertise pour répondre aux besoins des pays de l'UE+ dans le domaine de l'accueil, grâce à un soutien technique



permanent, formation et interventions opérationnelles dans les pays UE+ et les pays tiers le long de la route migratoire confrontés à des pressions disproportionnées sur leurs systèmes d'accueil.

Les normes d'accueil de l'EASO, couvrant des sujets tels que les infrastructures, l'assainissement, l'approvisionnement alimentaire, la fourniture d'informations, les conseils et la formation du personnel, sont au cœur de l'appui technique et opérationnel de l'Agence à l'accueil à Chypre, en Italie, en Grèce, à Malte et, depuis Janvier 2021, en Espagne.

---

**Pour plus d'informations**

Stratégie :

[https://www.easo.europa.eu/sites/default/files/publications/EASO\\_Strategy\\_on\\_Reception\\_0.pdf](https://www.easo.europa.eu/sites/default/files/publications/EASO_Strategy_on_Reception_0.pdf)

---

### **FRA / Garantir les droits fondamentaux dans le cadre de l'accueil aux frontières extérieures**

Cette note de l'Agence européenne pour les droits fondamentaux explique comment contribuer à garantir un séjour digne aux ressortissants de pays tiers appréhendés ou interceptés aux frontières extérieures. Plus précisément, la FRA identifie douze points pour une planification et une conception sensibles à la protection et conformes aux droits fondamentaux des installations de réception initiale à ces frontières. Celles-ci sont basées sur les travaux de l'agence aux frontières extérieures, y compris la collecte de données et les activités de recherche.

---

**Pour plus d'informations**

Note : <https://fra.europa.eu/en/publication/2021/initial-reception-facilities-external-borders#TabPubOverview0>

---

### **Frontex / Résultats du groupe de travail sur les droits fondamentaux**

Le «groupe de travail sur les droits fondamentaux et les aspects juridiques et opérationnels des opérations» du conseil d'administration de Frontex a émis un certain nombre de recommandations dans son rapport préliminaire de janvier. Comme demandé, le directeur exécutif Fabrice Leggeri a rendu compte de l'état de la mise en œuvre de ces recommandations en février et a soumis une feuille de route sur les étapes supplémentaires dont l'Agence a besoin pour garantir leur mise en œuvre la plus rapide possible.

---

**Pour plus d'informations**

Communiqué : <https://frontex.europa.eu/media-centre/news/news-release/roadmap-addressing-recommendations-of-management-board-working-group-1BZxAh>

Rapport du groupe de travail :

[https://frontex.europa.eu/assets/Key\\_Documents/MB\\_Documents/Agenda\\_Point\\_WG\\_FRaLO\\_final\\_report.pdf](https://frontex.europa.eu/assets/Key_Documents/MB_Documents/Agenda_Point_WG_FRaLO_final_report.pdf)

Rapport du Forum Consultatif de Frontex :

[https://frontex.europa.eu/assets/Key\\_Documents/MB\\_Documents/Consultative\\_Forum\\_letter\\_to\\_FRaLO..pdf](https://frontex.europa.eu/assets/Key_Documents/MB_Documents/Consultative_Forum_letter_to_FRaLO..pdf)

Feuille de route :

[https://frontex.europa.eu/assets/Key\\_Documents/MB\\_Documents/Frontex\\_Roadmap\\_WG\\_FRaLO\\_Recommendations.pdf](https://frontex.europa.eu/assets/Key_Documents/MB_Documents/Frontex_Roadmap_WG_FRaLO_Recommendations.pdf)

Annexe à la feuille de route :

[https://frontex.europa.eu/assets/Key\\_Documents/MB\\_Documents/Roadmap\\_Annex.pdf](https://frontex.europa.eu/assets/Key_Documents/MB_Documents/Roadmap_Annex.pdf)

---



## Frontex / Renforcement de la coopération sur les fonctions de garde côtière

Les directeurs de Frontex, de l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes, de l'Agence européenne pour la sécurité maritime (EMSA) et de l'Agence européenne de contrôle des pêches (EFCA) ont signé un nouvel accord de travail qui structurera leur travail en vue d'aider les autorités nationales à accroître la sécurité en mer. Cela comprend des tâches telles que la recherche et le sauvetage, le contrôle aux frontières, le contrôle des pêches, les activités douanières, l'application de la loi et la protection de l'environnement.

---

### Pour plus d'informations

Communiqué : <https://frontex.europa.eu/media-centre/news/news-release/frontex-ems-and-efca-to-strengthen-cooperation-on-coast-guard-functions-L6oFcf>

---

## Eurostat / Les demandeurs d'asile en baisse d'un tiers en 2020

En 2020, 416600 primo-demandeurs d'asile ont demandé une protection internationale dans les États membres de l'UE, en baisse de 34% par rapport à 2019 (631300) et de 21% par rapport au niveau enregistré en 2014 (530 600), avant les pics de 2015 et 2016.

Avec 102500 nouveaux candidats enregistrés en 2020, l'Allemagne représentait un quart de tous les nouveaux candidats dans l'UE. Elle a été suivie de près par l'Espagne (86 400, soit 21%) et la France (81 800, soit 20%), devant la Grèce (37 900 ou 9%) et l'Italie (21 200 ou 5%). Ces cinq États membres représentaient ensemble 80% de tous les primo-demandeurs dans l'UE.

Les Syriens, les Afghans, les Vénézuéliens et les Colombiens ont déposé le plus de demandes d'asile, représentant ensemble 40% de tous les premiers demandeurs dans les États membres de l'UE en 2020.

---

### Pour plus d'informations

Communiqué : <https://ec.europa.eu/eurostat/web/products-eurostat-news/-/ddn-20210324-1?redirect=%2Feurostat%2Fweb%2Fmain%2Fnews%2Fwhats-new>

---

## Institutions européennes

### Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe / Rapport « Un appel de détresse pour les droits de l'homme. Des migrants de moins en moins protégés en Méditerranée »

Le rapport dresse le bilan de la mise en œuvre, par les États membres, de la recommandation sur le sauvetage des migrants en mer publiée par la Commissaire en 2019. Il présente aussi un ensemble de mesures concrètes que les pays européens devraient prendre d'urgence pour adopter une approche respectueuse des droits de l'homme face aux traversées de la Méditerranée. Il s'intéresse à ces aspects principalement en ce qui concerne la route de la Méditerranée centrale. Cependant, nombre des mesures requises décrites dans le document s'appliquent aussi à toutes les autres routes migratoires principales de la Méditerranée et aux traversées de l'Atlantique, entre l'Afrique de l'Ouest et l'Espagne.

Le rapport rend compte des développements survenus entre juillet 2019 et décembre 2020 dans cinq grands domaines :

- des opérations de recherche et de sauvetage efficaces ;
- le débarquement sûr et rapide des personnes secourues ;

- la coopération avec les organisations non gouvernementales ;
- la coopération avec des pays tiers ;
- et des voies sûres et légales.

---

**Pour plus d'informations**

Communiqué : <https://www.coe.int/fr/web/commissioner/-/european-countries-must-urgently-change-their-migration-policies-which-endanger-refugees-and-migrants-crossing-the-mediterranean>  
Rapport : <https://rm.coe.int/a-distress-call-for-human-rights-the-widening-gap-in-migrant-protectio/1680a1abcd>

---

### **Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe / Demande d'enquête sur les allégations de refoulements et de mauvais traitements de migrants**

Dans une lettre adressée au ministre de l'Intérieur de Chypre la Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe demande instamment aux autorités chypriotes de veiller à ce que des enquêtes indépendantes et effectives soient menées sur les allégations selon lesquelles des membres des forces de sécurité auraient refoulé des migrants qui arrivaient à Chypre, y compris des personnes qui pouvaient avoir besoin d'une protection internationale, et leur auraient infligé de mauvais traitements.

---

**Pour plus d'informations**

Communiqué et lettre : <https://www.coe.int/fr/web/portal/-/cypriot-authorities-should-investigate-allegations-of-pushbacks-and-ill-treatment-of-migrants>

---

### **Conseil de l'Europe / Réactions au retrait annoncé par la Turquie de la Convention d'Istanbul**

« L'annonce par la Turquie de son retrait de la Convention d'Istanbul du Conseil de l'Europe sur la violence à l'égard des femmes est une terrible nouvelle » a déclaré la Secrétaire Générale. « Cette décision est un revers considérable. Elle est d'autant plus déplorable qu'elle compromet la protection des femmes en Turquie, en Europe et dans le monde. ».

Le Ministre fédéral allemand des Affaires étrangères, Président du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, Heiko Maas, et le Président de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe, Rik Daems, ont joint leurs voix à celle de la Secrétaire générale du Conseil de l'Europe et ont déclaré leur regret de la décision du Président de la Turquie de se retirer de cette Convention largement soutenue dans le pays, sans aucun débat parlementaire. « Quitter la Convention priverait la Turquie et les femmes turques d'un outil vital pour lutter contre la violence. Nous appelons les autorités turques à ne pas affaiblir le système international de protection des femmes contre la violence mis en place par la Convention d'Istanbul ».

---

**Pour plus d'informations**

Déclaration de la Secrétaire générale : <https://www.coe.int/fr/web/portal/-/secretary-general-responds-to-turkey-s-announced-withdrawal-from-the-istanbul-convention>  
Déclaration des dirigeants : <https://www.coe.int/fr/web/portal/-/council-of-europe-leaders-react-to-turkey-s-announced-withdrawal-from-the-istanbul-conventi-1>

---

## **Représentant spécial sur les migrations et les réfugiés du Conseil de l'Europe / Visite du Représentant spécial sur les migrations et les réfugiés**

Le Représentant spécial de la Secrétaire Générale sur les migrations et les réfugiés, l'Ambassadeur Drahoslav Štefánek, effectuera une mission en Turquie du 15 au 26 mars prochains. Il évaluera la situation actuelle et les développements, depuis la dernière visite effectuée par son prédécesseur en 2016, en matière de respect des droits de l'homme des migrants et des réfugiés, avec un accent particulier sur les personnes vulnérables.

---

### **Pour plus d'informations**

Communiqué : <https://www.coe.int/fr/web/portal/-/special-representative-on-migration-and-refugees-to-visit-turkey>

---

## **Conseil de l'Europe – Comité contre la torture / Demande à Malte d'améliorer le traitement des migrants en rétention**

Le Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants a publié un rapport sur une visite ad hoc de réaction rapide effectuée à Malte portant essentiellement sur la rétention des migrants, ainsi que la réponse du gouvernement maltais. Le Comité exhorte les autorités de l'île méditerranéenne à modifier leur approche de la rétention des migrants et à veiller à ce que les migrants privés de liberté soient traités à la fois avec dignité et humanité.

---

### **Pour plus d'informations**

Communiqué et rapport: <https://www.coe.int/fr/web/portal/-/torture-prevention-committee-calls-on-malta-to-improve-treatment-of-detained-migrants>

---

## **Conseil de l'Europe / La Convention d'Istanbul fête ses 10 ans**

Dans une déclaration commune faite à l'occasion de la Journée internationale des femmes, la ministre de la Famille, des Personnes âgées, des Femmes et de la Jeunesse du Gouvernement fédéral allemand, Franziska Giffey, et la Secrétaire Générale du Conseil de l'Europe, Marija Pejčinović Burić, évoquent le 10e anniversaire de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, plus connue sous le nom de Convention d'Istanbul, qui a été ouverte à la signature en 2011 à Istanbul.

Des progrès importants ont été réalisés dans la lutte contre ces formes de violence. En effet, 34 pays ont déjà ratifié la Convention d'Istanbul et la moitié d'entre eux ont fait l'objet d'une évaluation qui a permis de renforcer la coopération et de mettre en commun de bonnes pratiques.

Il est cependant nécessaire de continuer à agir avec détermination car les obstacles et les défis restent nombreux. Ainsi, le nombre d'appels reçus par les permanences téléphoniques spécialisées dans l'aide aux victimes de violence domestique a augmenté durant l'application des mesures de confinement ou de restriction destinées à enrayer la pandémie de covid-19. En outre, des mouvements politiques attaquent la Convention d'Istanbul en s'appuyant sur des interprétations erronées de ses objectifs.

---

### **Pour plus d'informations**

Communiqué : <https://www.coe.int/fr/web/portal/-/istanbul-convention-at-10-years-leading-the-way-to-a-life-free-from-violence>

---

## **OSCE / Examen des risques de traite auxquels sont confrontés les demandeurs d'asile et les migrants transitant par la Bosnie Herzégovine.**

La situation actuelle de 8 000 demandeurs d'asile et migrants en Bosnie-Herzégovine a fait l'objet d'une série de réunions virtuelles, conclues le 25 mars 2021, avant la visite sur le terrain de Valiant Richey, OSCE Représentante spéciale et coordinatrice pour la lutte contre la traite des êtres humains et Margareta Cederfelt, Vice-Présidente de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE / Présidente de la Commission ad hoc sur les migrations. «La lutte contre la traite commence par l'identification et la protection des victimes et d'autres personnes vulnérables», a conclu le Représentant spécial Richey. «Cela signifie par exemple filtrer tous les migrants pour détecter les signes d'exploitation, promouvoir l'autonomisation économique des femmes en tant qu'outil à la fois pour prévenir la traite et pour faciliter le rétablissement. processus d'éducation et d'octroi de l'éducation aux enfants migrants et aux mineurs non accompagnés ».

---

### **Pour plus d'informations**

Communiqué : <https://www.osce.org/secretariat/482220>

---

## **Organisations des Nations unies**

### **HCR / Augmentation des inégalités pour les femmes et les jeunes filles réfugiées à cause de la pandémie de COVID-19**

A l'occasion de la Journée Internationale des femmes, le HCR alerte sur l'impact de la pandémie de Covid-19 menace la vie et les droits des femmes et des jeunes filles réfugiées, déplacées internes et apatrides. L'Agence constate des hausses extrêmement préoccupantes en termes de signalements de violences sexistes, y compris la violence domestique, les mariages forcés, le travail des enfants et les grossesses chez les adolescentes. Ces phénomènes sont attribués aux pressions socio-économiques croissantes, aux tensions accrues dans les foyers et les communautés, et aux fermetures d'écoles, toutes provoquées par la paupérisation liée à la pandémie. Certaines victimes ont même recours à la mesure drastique consistant à retirer leurs plaintes du fait de leur dépendance économique à l'égard de partenaires violents.

---

### **Pour plus d'informations**

Communiqué : <https://www.unhcr.org/fr-fr/news/press/2021/3/60452aa9a/pandemie-covid-19-aggrave-inegalites-femmes-hommes-femmes-jeunes-filles.html>

---

### **HCR / L'Agence dénonce les toutes dernières mesures entravant l'accès aux procédures d'asile en Hongrie**

Le HCR déplore la récente décision du gouvernement hongrois de proroger l'application d'un décret qui autorise la police à renvoyer systématiquement et sommairement vers la Serbie toute personne interceptée aux motifs d'entrée et de séjour illégaux. Du fait de cette décision, les personnes qui pourraient nécessiter une protection internationale ne peuvent entrer sur le territoire ni accéder aux procédures d'asile. Depuis 2016, les autorités hongroises ont déjà expulsé plus de 71 000 personnes.

---

### **Pour plus d'informations**

---

---

Communiqué : <https://www.unhcr.org/fr-fr/news/press/2021/3/6048977da/hcr-denonce-dernieres-mesures-entravant-laces-procedures-dasile-hongrie.html>

---

### **HCR / Note sur l'égalité de genre, les lois relatives à la nationalité et l'apatridie**

Le HCR publie une note sur les enjeux de genre et de lois relatives à la nationalité qui restent aujourd'hui un des causes majeures des cas d'apatridie à travers le monde. La note passe en revue les différentes lois relative à la nationalité de 25 Etats qui empêchent ou entravent la transmission de la nationalité par les femmes.

---

#### **Pour plus d'informations**

Note : <https://www.refworld.org/docid/604257d34.html>

---

### **HCR / La Serbie vaccine les réfugiés contre le COVID-19**

La Serbie a commencé la vaccination COVID-19 pour les réfugiés et les demandeurs d'asile. Le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, a plaidé auprès des autorités serbes pour l'inclusion des réfugiés, des demandeurs d'asile et des migrants dans le plan national de vaccination adopté en janvier. Il a également travaillé avec l'OMS, d'autres agences des Nations Unies et des ONG pour inclure les réfugiés dans les plans de préparation et de riposte au COVID.

---

#### **Pour plus d'informations**

Communiqué : <https://www.unhcr.org/news/stories/2021/3/60632be44/serbia-vaccinates-refugees-against-covid-19.html>

---

### **HCR / Nouvelle plateforme sur les déplacements internes**

Une toute nouvelle plateforme de compilation statistique révèle l'ampleur du problème du déplacement interne qui affecte 45,9 millions de personnes et les perspectives de solutions durables. Contrairement aux réfugiés, les personnes déplacées internes n'ont franchi aucune frontière internationalement reconnue durant leur quête de sécurité, et leur protection demeure sous la principale responsabilité des autorités nationales de leur pays, même si les actions de leur propre gouvernement peuvent être à l'origine de leur déplacement. Ce problème affecte actuellement au moins 45,9 millions de personnes à travers le monde.

---

#### **Pour plus d'informations**

Communiqué : <https://www.unhcr.org/fr-fr/news/stories/2021/3/60630e23a/deracines-propre-pays-aperçu-statistique-deplacement-interne.html>

Plateforme : <https://storymaps.arcgis.com/stories/435549afc9d24356abcbf2bcc6f10b35>

---

### **OIM / Lancement du module de formation en ligne sur l'égalité des sexes et la migration**

A l'occasion de la Journée internationale des femmes, l'OIM a lancé un nouveau module de formation en ligne intitulé « Égalité des sexes et migration ». Développé par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et ONU Femmes, ce module aide les apprenants à comprendre comment le genre façonne chaque étape du périple des migrants, et pourquoi cela est important. Grâce à ce module, les participants apprendront les tendances des migrations internationales dans une perspective de genre, comment mener une analyse de genre et comment commencer à intégrer l'égalité des sexes dans leur travail quotidien à chaque étape du cycle migratoire.

Ce cours interactif et intuitif est déjà disponible en anglais, et le sera au cours du mois de mars en français et en espagnol. Le module est disponible sur la plateforme d'apprentissage en ligne d'ONU Femmes et sur le E-Campus de l'OIM (en utilisant le mot de passe IKGM16-IOM).

---

**Pour plus d'informations**

Communiqué : <https://www.iom.int/fr/news/journee-internationale-des-femmes-lancement-du-module-de-formation-en-ligne-sur-legalite-des>

---

**OIM – HCR / nouvelle tragédie en Méditerranée rappelle la nécessité de mettre en place des opérations de recherche et de sauvetage en mer**

Au moins 39 personnes se sont noyées dans un naufrage au large de l'île de Kerkennah. Cent trente-quatre survivants, pour la plupart originaires de Côte d'Ivoire, ont été ramenés à terre par les garde-côtes tunisiens. Un deuxième naufrage a eu lieu au large de la ville de Jebeniana, dans le gouvernorat de Sfax. Le bateau avait à son bord 70 personnes, dont quatre enfants, qui ont toutes été ramenées à terre. Ces naufrages sont les derniers d'une longue série au large des côtes tunisiennes. L'OIM et le HCR travaillent avec leurs partenaires dans le pays pour apporter une aide d'urgence et des soins de santé aux survivants. En 2021, les autorités tunisiennes ont effectué 21 opérations de sauvetage en mer – certaines pour venir en aide à des embarcations parties des côtes libyennes.

---

**Pour plus d'informations**

Communiqué : <https://www.unhcr.org/fr/news/press/2021/3/6048eaca/oim-hcr-nouvelle-tragedie-mediterranee-rappelle-necessite-mettre-place.html>

---

**Experts des Nations unies / Des experts appellent à inclure les migrants dans l'accès équitable aux vaccins**

Le Comité des Nations unies sur les travailleurs migrants (CMW), le Rapporteur spécial sur les droits humains des migrants, le Haut-Commissariat aux droits de l'homme et des experts régionaux des droits de l'homme, présentent six propositions clés concernant la distribution de vaccins. Les experts préconisent « des pare-feux clairs entre l'application des lois sur l'immigration et la fourniture de vaccins anti-Covid-19 ». Ces experts soulignent que l'enregistrement des vaccins ne doit pas servir à recueillir des informations sur le statut migratoire d'une personne et à les communiquer aux autorités chargées de l'application des lois sur l'immigration.

---

**Pour plus d'informations**

Communiqué : <https://news.un.org/fr/story/2021/03/1091172>

---

## **Organisations de la société civile**

**Mixed Migration Center / Rapport sur l'impact du COVID-19 sur les réfugiés et les migrants en mouvement en Afrique du Nord et de l'Ouest**

Ce document offre un aperçu et une analyse experte des tendances migratoires mixtes qui ont émergées au cours de l'année 2020 en Afrique du Nord et de l'Ouest, en se basant sur la littérature existante et les données primaires uniques du MMC sur les personnes en mouvement. L'objectif de ce document est de sensibiliser et de renforcer la compréhension des décideurs politiques sur les défis et les risques auxquels les réfugiés et les migrants sont confrontés depuis le début de la pandémie COVID-

19 en Afrique du Nord et de l'Ouest, ainsi que de promouvoir des politiques et des débats basés sur des données avec, au centre, les droits humains et la « voix » des réfugiés et des migrants.

---

**Pour plus d'informations**

Rapport : <https://mixedmigration.org/resource/the-impact-of-covid-19-on-refugees-and-migrants-on-the-move-in-north-and-west-africa/>

---

**Mixed Migration Center / Covid-19 : un multiplicateur de menaces pour les personnes en déplacement**

Dans cet article, le MMC analyse l'impact de la pandémie sur les personnes en mouvement face à la crise sanitaire, économique et sécuritaire sur la base des résultats de plus de 21 000 entretiens avec des migrants et des réfugiés sur les routes migratoires.

---

**Pour plus d'informations**

Article : <https://mixedmigration.org/articles/one-year-into-the-pandemic-covid-19-a-threat-multiplier-for-people-on-the-move/>

---

**Mixed Migration Center / Migration au Sahel : remettre les droits de l'homme, la coopération et la solidarité au centre**

Le discours et l'élaboration des politiques concernant la migration dans la région de l'Afrique de l'Ouest ont tendance à être dominés par la lentille de l'UE axée sur l'endiguement et la « lutte » contre la migration irrégulière. Particulièrement à la suite de la « crise » migratoire de 2015-2016 en Europe, la réduction des arrivées irrégulières dans l'UE a été l'une des principales priorités des projets et des fonds liés à la migration, ce qui rend fondamental de garantir que les États d'origine ou de transit agissent pour dissuader les mouvements irréguliers. Ces dernières années, la route de la Méditerranée centrale a vu le nombre de migrants diminuer, rassurant les États de l'UE sur le fait que leurs investissements ont porté leurs fruits. Cependant, la récente recrudescence des mouvements le long de la route de l'Atlantique vers les îles Canaries, une route très utilisée du début au milieu des années 2000 mais qui est plus ou moins « dormante » depuis, semble remettre en question la validité d'une telle approche.

---

**Pour plus d'informations**

Article : <https://mixedmigration.org/articles/migration-in-the-sahel-putting-back-human-rights-cooperation-and-solidarity-at-the-centre/>

---

**ECRE / Publication de notes et d'analyse sur le politique européenne migratoire extérieures et le financement européen**

Dans une nouvelle note, ECRE analyse les changements proposés par le pacte et les développements politiques connexes de l'UE dans les affaires extérieures de l'UE.

Par ailleurs, un nouveau document de travail d'ECRE sur le financement extérieur tend à confirmer l'argument selon lequel il n'y a pas de prise en charge de la politique et de la programmation de financement externe, bien qu'il montre également des conséquences négatives et un risque accru de détournement d'argent vers le contrôle des migrations qui pourraient meilleure utilisation.

---

**Pour plus d'informations**

Note sur les propositions du Pacte sur les enjeux extérieurs : <https://www.ecre.org/wp-content/uploads/2021/03/Policy-Note-34.pdf>

---



---

Analyse des dépenses extérieures en matière d'asile, de déplacements forcés et de migration :  
<https://www.ecre.org/wp-content/uploads/2021/03/Working-Paper-14.pdf>

---

### **ECRE / Note sur le nouvel accord migratoire entre l'Afghanistan et l'UE**

ECRE publie une nouvelle note d'analyse sur la déclaration commune sur la coopération en matière de migration conclue entre l'Afghanistan et l'UE. Le JDMC est le successeur du Joint Way Forward (JWF) sur les questions de migration entre l'UE et l'Afghanistan, qui a été signé le 6 octobre 2016 lors de la conférence des donateurs de Bruxelles sur l'Afghanistan. Son objectif principal est de faciliter et d'augmenter les expulsions de personnes qui sont venues en Europe pour demander une protection, ce qui devrait se faire via des vols charters coordonnés par Frontex, l'agence de garde-frontières et de garde-côtes de l'UE. Par rapport au JWF, le JDMC réduit encore les garanties pour les individus, en particulier les groupes vulnérables, et introduit un ensemble de mesures visant à faciliter l'expulsion des personnes vers l'Afghanistan par les États membres (EM).

---

#### **Pour plus d'informations**

Note : <https://www.ecre.org/wp-content/uploads/2021/03/Policy-Note-35.pdf>

---

### **ECRE-ELENA / Analyse légale sur l'asile et le système des traités des Nations Unies**

La note vise à analyser comment l'accès à l'asile peut être amélioré par les voies juridiques internationales, notamment en mettant l'accent sur l'interdiction du refoulement en tant qu'élément impératif d'une procédure d'asile accessible, efficace et équitable. La note se concentre sur les normes que les organes de suivi chargés de la mise en œuvre de chaque traité ont développées dans leur jurisprudence, ainsi que dans leurs observations et recommandations générales. Il vise à fournir une analyse de ces normes dans l'espoir de faciliter leur application dans les litiges nationaux et d'assurer le respect du droit international tant dans la politique que dans la prise de décision.

---

#### **Pour plus d'informations**

Note : <https://www.ecre.org/wp-content/uploads/2021/03/Legal-Note-8.pdf>

---

### **AIDA / Mise à jour des rapports nationaux, dont la France**

La base de données en ligne AIDA fournit des données mise à jour chaque année par des partenaires sur les systèmes d'asile nationaux en Europe. La campagne de mise à jour est lancée avec la publication de plusieurs nouveaux rapports dont l'Espagne, le Royaume-Uni, la France, les Pays-Bas, la Bulgarie, et la Serbie.

---

#### **Pour plus d'informations**

Site : <https://asylumineurope.org/>

---

### **FTDA / Lettre de l'asile et de l'intégration sur la réinstallation en France**

France terre d'asile publie une nouvelle lettre de l'asile et de l'intégration sur la réinstallation en France.

---

#### **Pour plus d'informations**

Lettre : [https://www.france-terre-asile.org/images/stories/publications/pdf/Lettre de l asile et de l integration 93 La r installati on.pdf](https://www.france-terre-asile.org/images/stories/publications/pdf/Lettre_de_l_asile_et_de_l_integration_93_La_r_installati_on.pdf)

---

## SHARE / Enquêtes sur l'impact du COVID-19 sur l'accueil et l'intégration des réfugiés et des migrants en UE

Le réseau SHARE publie les résultats d'une enquête européenne sur l'impact du COVID-19 sur l'accueil et l'intégration des réfugiés et des migrants dans l'UE, et sur la manière dont les réfugiés, les migrants et ceux qui travaillent avec eux et à leurs côtés ont répondu. Au début de 2021, l'impact de la pandémie de COVID-19 continue de se faire sentir dans le monde entier. Pour les réfugiés, les migrants et ceux qui travaillent avec eux, la crise a créé de nouveaux et intensifiés les défis existants, et a obligé tous les acteurs et parties prenantes à développer de nouvelles approches pour répondre au nouveau contexte.

---

### Pour plus d'informations

Résultats : <http://www.resettlement.eu/page/share-network-survey-maps-impact-covid-19>

---

## M8 Alliance / Une série de webinaires sur la santé des migrants et des réfugiés

L'Alliance M8, un réseau international de 30 centres de santé universitaires créé dans le cadre du Sommet mondial de la santé, organise une série de webinaires sur la santé des migrants et des réfugiés.

Trois webinaires rassembleront des experts de l'alliance afin de développer des réponses innovantes et collaboratives et de promouvoir des conseils politiques basés sur la science. Les événements explorent les sujets suivants:

- Veiller à ce que le vaccin COVID-19 atteigne les sans-papiers - 30 mars 2021
- Solutions numériques pour la santé des migrants et des réfugiés - 19 avril 2021
- Renforcer les systèmes de santé en Europe tout en améliorant la santé des migrants – 27 mai 2021

---

### Pour plus d'informations

Article : <https://ec.europa.eu/migrant-integration/index.cfm?action=furl.go&go=/event/m8-alliance-webinar-series-on-migrant-and-refugee-health>

---

## GISTI / Revue Plein droit sur l'apatridie

« Le terme apatride désigne une personne qu'aucun État ne considère comme son ressortissant par application de sa législation », énonce simplement la Convention de 1954 relative au statut des apatrides. Si l'on s'en tient au nombre de personnes reconnues apatrides en France, le phénomène pourrait sembler marginal ou renvoyer à un autre temps où on le considérerait comme une anomalie du droit international. Mais il n'en n'est rien puisqu'aujourd'hui, des millions de personnes à travers le monde sont apatrides – dont 600 000 en Europe...

---

### Pour plus d'informations

Revue : <https://www.gisti.org/spip.php?article6575>

---

## Focus nationaux

### Hongrie / La CEDH qualifie le placement dans les zones de transit à la suite des changements juridiques de 2017 de détention illégale

Le 2 mars 2021, la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a rendu son arrêt dans le cas d'une famille irano-afghane qui a été détenue dans la zone de transit pendant toute la durée de sa procédure

d'asile en 2017 et libérée uniquement après avoir obtenu une protection internationale. La Cour s'est associée au large consensus concernant la nature du placement dans les zones de transit hongroises et a conclu que la famille avait été illégalement détenue. La Cour a également estimé que les conditions dans lesquelles la famille devait endurer la procédure d'asile, notamment que le père n'avait pas de repas, violaient l'interdiction des traitements inhumains ou dégradants. Les requérants étaient représentés par le comité hongrois d'Helsinki.

---

**Pour plus d'informations**

Article : <https://helsinki.hu/en/the-european-court-of-human-rights-rules-that-placement-in-the-transit-zones-following-the-legal-changes-of-2017-qualify-as-unlawful-detention/>

---

**Irlande / Nouvelle politique d'accueil et d'hébergement des demandeurs d'asile d'ici 2024**

L'Irlande remplacera sa politique très critiquée de logement des demandeurs d'asile d'ici la fin de 2024, a déclaré le gouvernement, mettant fin à un système qui les maintient dans d'anciens hôtels et maisons d'hôtes exigus pendant de longues périodes. L'Irlande a introduit le système il y a 21 ans pour accueillir temporairement une forte augmentation du nombre de candidats. Il a depuis été critiqué à maintes reprises par des organisations internationales et nationales de défense des droits de l'homme, y compris deux organes des Nations Unies différents.

---

**Pour plus d'informations**

Article : <https://www.reuters.com/article/idUSKBN2AQ21T>

---

**Danemark / Les autorités juge que l'amélioration de la situation sécuritaire à Damas permet la révocation du statut de réfugiés à 94 réfugiés**

Les autorités danoises ont jugé que la situation sécuritaire autour de Damas s'était améliorée, malgré les preuves de conditions de vie désastreuses et de persécution continue par le régime de Bachar al-Assad. En conséquence, ils ont privé 94 réfugiés de leur droit de rester dans le pays. Une autre proposition récemment introduite déplacerait tous les demandeurs d'asile hors du Danemark.

---

**Pour plus d'informations**

Article : <https://www.politico.eu/article/denmark-has-gone-far-right-on-refugees/>

---